

fissent une idée des sommes énormes qui sont en jeu dans une circonscription électorale comme celle-là; il faut tenir compte non seulement des capitaux placés dans les entreprises industrielles mais aussi de ceux qui représentent les maisons des employés. Si mes honorables amis tenaient compte de ces faits, ils se convaincraient bien vite de l'importance énorme d'une seule entreprise industrielle pour une localité particulière. Il est donc d'importance capitale pour les habitants des centres industriels que leurs manufactures ne soient arrêtées par aucun obstacle et l'on comprendra facilement les ennuis que leur causent la ruine de ces usines les unes après les autres. Lorsque je suis à Toronto, je passe tous les jours dans l'avenue Carlaw, où est située la verrerie de Jefferson fondée en cet endroit en 1913. Cet établissement employait anciennement de trois cents jusqu'à même six cents ouvriers qui étaient occupés à la fabrication d'ouvrages de verre de toute sorte. Cette usine est fermée aujourd'hui et ses portes ne seront probablement jamais rouvertes. La compagnie est démoralisée et a abandonné les affaires complètement parce que les mêmes articles qu'elle fabriquait viennent maintenant de Belgique et en grande partie des Etats-Unis. Le droit douanier est la cause de la ruine de cette industrie qui représente une perte de 500,000 dollars de salaires pour mes commettants.

Il me vient justement à l'esprit un cas malheureux qui s'est présenté pas bien loin de mon domicile. Un employé de la maison Jefferson, avec une femme invalide et une jeune fille qui gagnait 10 dollars par semaine, chôme depuis le mois de juillet dernier, n'ayant pu se procurer qu'une couple de semaines de travail dans l'intervalle. Le chef de cette famille m'a dit chez moi samedi dernier: "Que puis-je faire, monsieur Harris? Je n'ai pas acquitté le dernier paiement sur ma maison et le prochain devient dû le 15 avril. Si je ne puis leur faire honneur, je vais perdre la maison que j'essaie de payer depuis cinq ou six ans". Cet homme n'a pu s'acheter une maison plus tôt, ayant élevé une famille de neuf enfants à qui il s'est efforcé de donner une bonne éducation. Et, comme je l'ai dit, son épouse est invalide. Il est découragé; il ne sait de quel côté se tourner et ne peut trouver à Toronto d'autre emploi qui convienne à ses aptitudes. Il attend patiemment d'autres élections générales dans l'espoir que le peuple canadien reprendra courage. J'hésite, monsieur l'Orateur, à mentionner ces incidents parce que, comme l'a fait observer mon collègue de Kootenay-Ouest (M. Humphrey) ils sont susceptibles d'ébranler la confiance des citoyens dans le pays; s'il s'agissait du Gou-

[M. Harris.]

vernement, ce serait différent. Je répéterai ce que j'ai affirmé maintes et maintes fois: j'ai une confiance aveugle dans le Canada. Mais cette observation faite, laissez-moi vous citer le cas d'un infortuné qui est venu me trouver à mon bureau, ce matin, dans le "couloir Hogan". "Vous êtes monsieur Harris?" m'a-t-il demandé. Je lui ai répondu: "Oui, que puis-je pour vous, mon cher ami?" "Je suis l'un de vos commettants" a-t-il répliqué, "et je demeure au n° 36 de l'avenue Edgewood, près de votre domicile. J'ai marché de Toronto à Ottawa". "Que dites-vous?" me suis-je écrié. Il m'a répété: "J'ai marché de Toronto à Ottawa". Et il m'a montré les semelles de ses souliers qui laissaient voir les chaussettes. "Juste Ciel!" lui dis-je, "mon ami, il vous faut une autre paire de souliers". Nous lui avons recueilli assez d'argent dans le "couloir Hogan" pour lui procurer une paire de chaussures et un bon repas. Je lui ai donné l'adresse d'une demi-douzaine de maisons de la ville où il pourrait peut-être obtenir un emploi. C'est un ancien soldat, père de trois enfants. J'ai pris note des renseignements qu'il m'a fournis lorsqu'il est venu me voir. Il a un garçon de douze ans, une fille de dix ans et un autre garçon de cinq ans. Il s'est enrôlé pour le service d'outremer le 11 janvier 1916 et a été démobilisé le 26 janvier 1919. Avant son engagement, il travaillait dans la division des achats de la Canada Metal Company. Les affaires de cette compagnie sont loin d'être actives et il n'a pu se procurer un nouvel emploi. Sa femme a eu un emploi ici—non pas du Gouvernement—à 12 dollars par semaine; c'est son beau-père qui l'a obtenue pour elle au mois de décembre dernier. Il a suggéré à son mari, puisque les perspectives sont si pauvres à Toronto, de tenter le sort à Ottawa. Et, plutôt que d'emprunter le montant de son billet de chemin de fer cet homme s'est rendu à pied en cette ville. Cet après-midi, tandis que nous siégeons en cette Chambre, il frappe à la porte de diverses manufactures d'Ottawa-Ouest dans l'espérance de trouver du travail pour nourrir ses trois enfants. Il m'a dit qu'il a prié le "Soldiers' Aid Hostel" de Toronto de prendre soin de ses enfants jusqu'à ce qu'il ait une occupation. On lui a répondu: "Nous ne pouvons accepter vos enfants temporairement, mais si vous voulez nous les confier pour toujours nous les ferons adopter par quelqu'un". Mais il a refusé, et ses enfants sont maintenant chez un de ses amis à Toronto. Il arpente les rues depuis le mois d'octobre en quête de travail, et, à part quelques jours de pelletage de neige, il n'a eu rien à faire.

Maintenant, je demanderai à mes amis les cultivateurs de quels avantages sont pour eux